

JACQUES MARITAIN

Une société sans argent



ÉDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e

2024

LA SEULE VRAIE
RÉVOLUTION SOCIALE
VRAIMENT RADICALE

(et à laquelle pourraient travailler d'un
commun accord chrétiens et non-chrétiens) :

*Une société sans argent ; un pays dans lequel
l'argent soit banni de la vie des citoyens*

I

LES TENTATIVES (mal conçues du reste)
faites par Fidel Castro dans ce sens ont
échoué en raison de l'esprit (totalitaire)
qui les animait, comme aussi en raison
des circonstances (avant tout, la générale
improductivité de Cuba). Mais je suis de
plus en plus fasciné par l'idée elle-même
d'une *société sans argent* ; et si malgré
mon incompétence je me suis laissé aller

Le présent texte a paru pour la première fois en 1982
dans les *Cahiers Jacques Maritain* au sein d'un numéro
célébrant "Le centenaire du philosophe 1882-1982".
Il y est précisé qu'il s'agit du dernier écrit de l'auteur,
achevé la veille de sa mort.

© Éditions Allia, Paris, 2024.

à écrire, au prix d'un vaste et redoutable effort de l'imagination, des notes sur les questions qui m'obsèdent à son sujet, c'est dans l'espoir que tous les problèmes suscités par cette idée attireront peut-être un jour l'attention d'un bon économiste dégoûté d'une civilisation dans laquelle tout est soumis au règne absolu du *fric*.

Dans le pays dont je rêve il n'y aurait aucun étalon or ou dollar; l'État fabriquerait à l'usage de citoyens une quantité indéfinie, sans aucune limite assignable et aussi vaste qu'il faudrait, de *jetons* qui remplaceraient l'argent¹.

Et à chacun des citoyens (aux célibataires pour leur part, mais il m'est plus commode de prendre pour exemple le cas des chefs de famille) seraient distribués assez de

1. Pour raison de commodité, et afin d'éviter l'encombrement chez les gens, ces jetons seraient marqués soit 1, soit 10, soit 100, soit 1000, soit un million de Billets de l'État.

jetons pour permettre à tous de jouir d'une aisance assurant gratuitement, à un certain niveau de base assez élevé pour qu'ils aient une existence digne de l'homme, la vie matérielle (logement, alimentation, soins médicaux, etc.) d'une famille et sa vie intellectuelle (enseignements primaire et secondaire gratuits, y compris l'éducation sportive). Mais ce n'est pas l'État, ce sont les syndicats (j'emploie ce mot faute de mieux, et dans un sens très élargi) ou groupements librement formés, dont les administrateurs seraient élus par les membres d'une même profession, – et cela pour *absolument tous les métiers*, – qui contrôleraient le travail.

Afin d'assurer le gratuit niveau de base en question, chacun des individus valides serait tenu de travailler à mi-temps – manuellement ou intellectuellement – dans la profession de son choix. Et pour éviter que certains ne se dérobaient au travail tout en jouissant du commun niveau

de base, ce sont les syndicats qui diminueraient dans une certaine mesure (encore humaine mais sérieuse) les gratuités reçues (par exemple en soustrayant de la quantité mensuelle de jetons par tel ou tel les allocations qui avaient été calculées en ce qui concerne l'habillement, ou certaines commodités telles que les installations électriques, ou l'achat de vin et de tabac, ou l'octroi d'un mois de vacances annuel...).

S'agit-il des écoles d'enseignement supérieur (qui importent le plus au bien commun), ce sont de même les syndicats de professeurs et de spécialistes fédérés entre eux selon chacune des hautes disciplines à enseigner qui contrôlèrent le travail des étudiants, mais à la condition que si un étudiant échoue au premier examen annuel, on lui accorde encore deux ou trois ans pour redoubler ses efforts et se présenter de nouveau. S'il échoue encore au dernier examen annuel, il aura à chercher un autre métier.

Le prix (en jetons) d'absolument toute denrée quelle qu'elle soit serait périodiquement fixé (grâce à un vaste emploi des ordinateurs) par accord entre les syndicats et l'État, en raison de deux facteurs : la fréquence ou la rareté de la chose en question, et le nombre d'heures de travail exigé pour se la procurer ou pour la produire.

Une fois faite la révolution, les riches qui voudraient garder leur argent seraient libres de l'emporter avec eux dans un autre pays où ils émigreraient. Ceux qui accepteraient la révolution feraient abandon de leur argent à l'État (pour la Caisse spéciale dont je vais parler), et feraient aussi abandon de diverses entreprises (commerciales, industrielles, agricoles, etc.) qui les ont enrichis, aux divers syndicats du même type. Ils pourraient conserver les maisons où ils habitent. Et il y aurait profit pour la communauté comme pour eux-mêmes à ce qu'ils continuent dans le nouveau régime, sous le contrôle des syndicats, à diriger les

entreprises en question, qu'ils avaient fondées ou dans lesquelles ils étaient passés maîtres quant à la compétence.

Il va de soi qu'en même temps que l'argent tout impôt à verser à l'État disparaîtrait dans notre nouveau régime.

II

COMMERCE avec les autres pays, qui vivent sous le régime de l'argent. Il faut pour cela que notre État possède de l'argent dans une Caisse spéciale où il aurait seul accès. Sans parler de l'argent dont lui feraient abandon les riches acceptant le nouveau régime (il n'y a guère lieu de compter là-dessus), absolument tous les produits destinés à *l'exportation* (avions, machines, bétail, œuvres d'art, etc., voire découvertes faites par des équipes de savants travaillant dans le secret et encore inconnues des autres pays) seraient remis à l'État, qui les exporterait à l'étranger, lequel payerait tout cela en argent qui s'accumulerait dans la Caisse spéciale de l'État de notre nouveau pays. Et cet argent servirait à *l'importation* des produits que celui-ci aurait à payer en